

L'amortissement de cet emprunt, qui pourra être remboursé par anticipation, s'effectuera dans un délai maximum de vingt ans. Le taux réel de l'emprunt, compte tenu du prix d'émission et de tous avantages accessoires, ne devra en aucun cas être supérieur à celui des emprunts prévus par les décrets des 9 août 1953 et 20 mai 1955, tel qu'il ressort, au moment de l'émission, des conditions fixées pour ces emprunts par le ministre chargé des finances.

Il sera fait face au service d'intérêt et d'amortissement dudit emprunt au moyen de l'imposition additionnelle à la patente.

Art. 2. — Le directeur de la propriété industrielle, des chambres de commerce et d'industrie et de l'artisanat est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 4 mars 1968.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur du cabinet,
PAUL CAMOUS.

Conseil d'administration du centre technique de l'industrie du décolletage.

Par arrêté du 4 mars 1968 :

Sont renouvelés pour une période de trois ans à compter du 5 octobre 1967 les mandats suivants :

Au titre de représentants des chefs d'entreprise.

MM. Delaforge (René), Frank (Roger), Mannesny (Jean) et Ramone (José).

*Au titre de représentant du personnel technique
des branches d'activité intéressées.*

M. A. Le Galiot (Georges).

*Au titre de représentants de l'enseignement technique supérieur
et de personnalités particulièrement compétentes.*

MM. Barbaud (Jean), Donat (André) et Guyot (Maurice).

Sont nommés pour la même période et à compter de la même date que les précédents :

Au titre de représentants des chefs d'entreprise.

MM. Bouverat (Michel), Knipper (Guillaume), Lacroix (Pierre) et Lejard (François).

*Au titre de représentant du personnel technique
des branches d'activité intéressées.*

M. Morin (Georges).

Au titre de représentant de l'enseignement technique supérieur.

M. Rapoutet (Henri).

Déchéance de titulaires de concessions de mines.

Par deux arrêtés du 29 février 1968, le titulaire des concessions de mines de houille de Balmarelesse-Causse-Bégon et de Barjac portant, la première, sur le territoire des communes de Nant et de Saint-Jean-du-Bruel (Aveyron) et de Causse-Bégon (Gard), la seconde, sur le territoire des mêmes communes et, en outre, sur celui de la commune de Trèves (Gard), a été déchu de ces concessions.

A l'expiration du délai de recours ou, en cas de recours, après notification de la décision confirmant éventuellement lesdits arrêtés, il sera procédé publiquement par voie administrative, conformément aux articles 48 et 49 du code minier, à l'adjudication des deux concessions précitées.

Par arrêtés du 1^{er} mars 1968, le titulaire de la concession de mines de lignite des Moulins et de la concession de mines de houille, alun et couperose de Saint-Georges-de-Luzençon portant, la première, sur le territoire de la commune de Nant, la seconde, sur le territoire des communes de Creissels et de Saint-Georges-de-Luzençon, département de l'Aveyron, a été déchu de ces concessions.

A l'expiration du délai de recours ou, en cas de recours, après notification de la décision confirmant éventuellement lesdits arrêtés, il sera procédé publiquement par voie administrative, à l'adjudication des concessions précitées, conformément aux articles 48 et 49 du code minier.

Mines.

Par arrêté du Premier ministre, du ministre de l'économie et des finances, du ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé du Plan et de l'aménagement du territoire, et du ministre de l'industrie en date du 5 mars 1968, M. Montjoie (René), ingénieur en chef des mines, est détaché auprès du Ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé du Plan et de l'aménagement du territoire, en qualité de commissaire général du Plan d'équipement et de la productivité, à compter du 23 juin 1967, pour une durée maximum de cinq ans.

Service des carburants.

Par arrêté du ministre de l'industrie en date du 4 mars 1968, M. Chantelauze (Paul), ingénieur en chef des carburants, sera radié des cadres à compter du 7 avril 1968, date à laquelle il atteindra la limite d'âge qui lui est applicable, et sera admis au bénéfice de la pension prévue aux articles L. 4 (1^{er}) et L. 24 (1^{er}) du code des pensions civiles et militaires de retraite.

MINISTRE DES AFFAIRES SOCIALES

Budget de l'institut national des jeunes sourdes de Bordeaux.

Par arrêté en date du 1^{er} mars 1968, le budget de l'institut national des jeunes sourdes de Bordeaux pour 1967 est majoré, en recettes et en dépenses, de la somme de 440.576 F.

MINISTRE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

Brevet d'Etat de professeur de tennis.

Le ministre de la jeunesse et des sports,

Vu la loi n° 63-807 du 6 août 1963 réglementant la profession d'éducateur physique ou sportif et les établissements où s'exerce cette profession ;

Vu la loi n° 67-965 du 2 novembre 1967 modifiant la précédente ;

Vu le décret n° 66-944 du 14 décembre 1966 déterminant les peines applicables en cas de première infraction aux dispositions de la loi du 6 août 1963 susvisée ;

Vu l'arrêté du 30 juillet 1965 fixant la liste des diplômes ouvrant droit à l'exercice de la profession d'éducateur physique ou sportif ;

Vu l'arrêté du 18 février 1965 créant le brevet d'Etat de professeur de tennis ;

Vu le décret n° 66-64 du 21 janvier 1966 fixant la liste des attributions du ministre de la jeunesse et des sports ;

Vu l'arrêté du 19 septembre 1967 donnant délégation de signature à M. le colonel Crespin, directeur de l'éducation physique et des sports,

Arrête :

Art. 1^{er}. — Les dispositions du présent arrêté abrogent et remplacent celles de l'arrêté susvisé du 18 février 1965.

Art. 2. — Les brevets d'Etat de moniteur de tennis et de professeur de tennis, créés par le présent arrêté, autorisent leurs titulaires à enseigner le tennis contre rémunération dans les conditions prévues à l'article 3.

Art. 3. — Le brevet d'Etat de moniteur de tennis autorise ses titulaires à enseigner le tennis dans des écoles ou des clubs contrôlés par la fédération française de lawn-tennis.

Le brevet d'Etat de professeur de tennis autorise ses titulaires à enseigner le tennis et à entraîner des joueurs, aucune restriction n'étant apportée à l'exercice de leur profession.

Art. 4. — Délégation provisoire est accordée à la fédération française de lawn-tennis dans les conditions prévues à l'article 1^{er} (2^o, a) de la loi du 6 août 1963 et à l'article 3 de l'arrêté du 30 juillet 1965 susvisés, pour délivrer, sous le contrôle du ministre de la jeunesse et des sports, les brevets d'Etat faisant l'objet du présent arrêté.

Art. 5. — Pour être admis à se présenter aux épreuves des examens conduisant à la délivrance de ces brevets d'Etat, les candidats doivent répondre aux conditions suivantes :

1^o En ce qui concerne le brevet d'Etat de moniteur de tennis.

Etre âgés de vingt ans au moins et de cinquante ans au plus au 1^{er} janvier de l'année de l'examen ;

Justifier d'un classement actuel minimum au niveau supérieur de la 3^e série de la fédération française de lawn-tennis ou, s'il s'agit d'étrangers, d'un niveau au moins équivalent à ce classement.

2° En ce qui concerne le brevet d'Etat de professeur de tennis.

Etre titulaires du brevet d'Etat de moniteur de tennis, avoir exercé en cette qualité pendant au moins une année et justifier d'avoir accédé à un classement d'au moins 4/6 ;

Ou être titulaires du brevet d'Etat de moniteur de tennis, avoir exercé en cette qualité pendant au moins trois ans et justifier d'une valeur tennistique suffisante vérifiée préalablement à l'examen par une commission composée du directeur technique national du tennis, d'un représentant de la F.F.L.T. et d'un représentant de l'association des professeurs de tennis.

Art. 6. — Tout candidat à l'un des brevets d'Etat prévus à l'article 2 du présent arrêté est tenu de faire parvenir à la fédération française de lawn-tennis, trois mois au moins avant la date de l'examen, un dossier comprenant :

Une demande d'inscription rappelant le dernier classement du candidat et la série des fonctions d'enseignement exercées par lui.

Une fiche d'état civil.

Un extrait de casier judiciaire (bulletin n° 3) datant de moins de trois mois.

La ou les attestations de présidents de clubs certifiant que le candidat a bien exercé les fonctions d'enseignement rappelées dans la demande.

Un certificat médical d'aptitude à la pratique et à l'enseignement du tennis datant de moins de trois mois.

Deux photos d'identité.

Et, pour le brevet d'Etat de professeur de tennis, la copie certifiée conforme ou la photocopie du brevet d'Etat de moniteur de tennis.

Art. 7. — Les jurys chargés d'examiner les candidats aux brevets d'Etat créés par le présent arrêté sont nommés par le ministre de la jeunesse et des sports.

Ils sont constitués sur les bases suivantes :

Le ministre de la jeunesse et des sports ou son représentant, président ;

Le directeur de l'éducation physique et des sports ou son représentant ;

Un membre du corps de l'inspection de la jeunesse et des sports ;

Le directeur technique national du tennis ou son représentant ;

Un médecin ;

Deux représentants de la fédération française de lawn-tennis ;

Trois représentants de l'association des professeurs de tennis.

Art. 8. — L'examen du brevet d'Etat de moniteur de tennis comporte, à la suite d'un stage obligatoire de quinze jours, une épreuve écrite, des épreuves pratiques, des épreuves orales et une épreuve physique.

Chacune de ces épreuves est notée de 0 à 20.

Toute note inférieure à 8 est éliminatoire après décision du jury.

A. — Epreuve écrite.

Cette épreuve consiste en une rédaction permettant de juger le niveau de culture générale des candidats. Sa durée est fixée à deux heures (coefficient 1).

B. — Epreuves pratiques.

Ces épreuves sont au nombre de deux : une épreuve technique et une épreuve pédagogique.

a) L'épreuve technique consiste dans la démonstration des différents coups du tennis. Pour cette épreuve les candidats sont jugés sur la qualité de leur jeu personnel et sur celle de leur démonstration. Une note leur est donnée pour chacun de ces éléments. La première est affectée du coefficient 1, la seconde du coefficient 2.

b) L'épreuve pédagogique consiste dans une leçon donnée à un ou plusieurs joueurs débutants (coefficient 3).

C. — Epreuves orales.

Ces épreuves sont au nombre de trois.

Elles portent :

La première sur la technique des différents coups ;

La deuxième sur la tactique ;

La troisième sur les règles d'arbitrage.

Chacune des trois notes correspondantes est affectée du coefficient 1.

D. — Epreuve physique.

Cette épreuve consiste en une course de vitesse, un lancer de poids, un saut en hauteur et une course de résistance (ou un grimper pour les vétérans) exécutés dans les conditions prévues par le règlement du brevet sportif populaire.

La cotation des résultats est transformée en note sur 20 au moyen des tables reproduites en annexe (coefficient 2).

Pour pouvoir prétendre à l'attribution du brevet d'Etat de moniteur de tennis les candidats doivent avoir obtenu un total de 120 points correspondant à une moyenne de 10/20 pour l'ensemble des épreuves.

La mention « assez bien » est accordée aux candidats ayant obtenu 144 points correspondant à une moyenne de 12/20.

La mention « bien » aux candidats ayant obtenu 168 points correspondant à une moyenne de 14/20.

La mention « très bien » aux candidats ayant obtenu 192 points correspondant à une moyenne de 16/20.

Art. 9. — L'examen du brevet d'Etat de professeur de tennis comporte des épreuves écrites, des épreuves pratiques et des épreuves orales. Chacune de ces épreuves est notée de 0 à 20. Toute note inférieure à 8 est éliminatoire après décision du jury.

A. — Epreuve écrite.

Cette épreuve consiste dans une composition dont le sujet porte sur la technique et la tactique du tennis. La durée est fixée à trois heures. Coefficient 4.

B. — Epreuves pratiques.

Ces épreuves sont au nombre de trois.

Une épreuve technique et deux épreuves pédagogiques.

a) L'épreuve technique consiste dans la démonstration des différents coups du tennis. Les candidats sont jugés sur la qualité de leur jeu personnel et sur celle de leur démonstration. Une note leur est donnée pour chacun de ces éléments. La première est affectée du coefficient 1, la seconde du coefficient 2.

b) Les deux épreuves pédagogiques consistent :

Dans une leçon collective conçue pour un petit groupe de joueurs débutants ;

Et dans une leçon de perfectionnement donnée à un joueur déjà exercé.

Dix à quinze minutes sont consacrées à chacune de ces deux épreuves. Chacune des deux notes est affectée du coefficient 3.

C. — Epreuves orales.

Ces épreuves sont au nombre de trois.

Elles portent :

La première sur la technique et la tactique du tennis (coefficient 3).

La deuxième sur le règlement de ce sport et sur l'arbitrage (coefficient 1).

La troisième sur les notions essentielles d'éducation physique et d'hygiène appliquées au tennis (coefficient 2).

Pour pouvoir prétendre à l'attribution du brevet d'Etat de professeur de tennis, les candidats doivent avoir obtenu un total de 228 points correspondant à une moyenne de 12/20 pour l'ensemble des épreuves.

La mention « bien » est accordée aux candidats ayant obtenu 266 points, correspondant à une moyenne de 14/20.

La mention « très bien » aux candidats ayant obtenu 304 points, correspondant à une moyenne de 16/20.

Art. 10. — Sur proposition des jurys le ministre de la jeunesse et des sports arrête les listes des candidats admis au brevet d'Etat de moniteur de tennis et au brevet d'Etat de professeur de tennis.

Art. 11. — A titre transitoire, seules seront organisées en 1968 les épreuves du brevet d'Etat de moniteur de tennis.

Art. 12. — En application des dispositions de l'article 6 de la loi susvisée du 6 août 1963, modifiée par la loi du 2 novembre 1967, le brevet d'Etat de professeur de tennis sera délivré sur leur demande et sans examen aux personnes qui professaient le tennis et étaient titulaires du diplôme fédéral correspondant à la date du 7 mars 1965.

Art. 13. — Le directeur de l'éducation physique et des sports est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 16 janvier 1968.

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur de l'éducation physique et des sports,
MARCEAU CRESPIN.

ANNEXES

A L'ARRÊTÉ DU 16 JANVIER 1968 RELATIF A L'ENSEIGNEMENT DU TENNIS

Programme des épreuves du brevet d'Etat de moniteur et du brevet d'Etat de professeur de tennis.

Pour se préparer aux épreuves relatives à la technique, à la tactique, à l'arbitrage et à la pédagogie de l'enseignement du tennis, les candidats au brevet d'Etat de moniteur de tennis et au brevet d'Etat de professeur de tennis sont priés de se reporter aux manuels et ouvrages publiés et conseillés par la fédération française de lawn-tennis.

Les notions essentielles d'éducation physique et d'hygiène faisant l'objet de la troisième épreuve orale du brevet d'Etat de professeur de tennis correspondant à celles qui sont exigées des aides moniteurs mais en les considérant principalement sous le jour de leur application à la pratique du tennis.

Quant aux épreuves du brevet sportif populaire évoquées par l'article 8 D de l'arrêté du 16 janvier 1968, elles sont notées sur 20 au moyen des tableaux de conversion reproduits ci-après :

TABLEAU DE CONVERSION EN NOTES DE 0 A 20 DES COTATIONS D'ÉPREUVES PHYSIQUES DU TYPE B. S. P. (Candidats.)

DEGRÉS DU B. S. P.	SOMMES DE COTATIONS (quatre épreuves).	SÉNIORS			VÉTÉRANS	
		20 à 25 ans.	26 à 30 ans.	31 à 35 ans.	36 à 40 ans.	Plus de 40 ans.
	150	18				
3 ^e degré supérieur (150).....	147	17				
	144	16	18			
	141	15	17	18		
2 ^e degré supérieur (140).....	138	14	16	17		
	135	13	15	16		
	132	12	14	15	18	
1 ^{er} degré supérieur (130).....	129	11	13	14	17	
	126	10	12	13	16	18
	123	9	11	12	15	17
10 ^e degré (123).....	120	8	10	11	14	16
	117	7	9	10	13	15
9 ^e degré (116).....	114	6	8	9	12	14
	111	5	7	8	11	13
8 ^e degré (109).....	108	4	6	7	10	12
	105	3	5	6	9	11
	102	2	4	5	8	10
7 ^e degré (102).....	99	1	3	4	7	9
	96		2	3	6	8
6 ^e degré (95).....	93		1	2	5	7
	90			1	4	6
5 ^e degré (88).....	87				3	5
	84				2	4
4 ^e degré (81).....	81				1	3
	78					2
3 ^e degré (74).....	75					1
	72					

TABLEAU DE CONVERSION EN NOTES DE 0 A 20 DES COTATIONS D'ÉPREUVES PHYSIQUES DU TYPE B. S. P. (Candidates.)

DEGRÉS DU B. S. P.	SOMMES DE COTATIONS (trois épreuves).	SENIORS			VÉTÉRANS	
		19 à 25 ans.	26 à 30 ans.	31 à 35 ans.	36 à 40 ans.	Plus de 40 ans.
	87,5	18				
3 ^e degré supérieur (84).....	85	17	18			
	82,5	16	17			
	80	15	16	18		
2 ^e degré supérieur (77).....	77,5	14	15	17		
	75	13	14	16	18	
	72,5	12	13	15	17	
1 ^{er} degré supérieur (70).....	70	11	12	14	16	18
	67,5	10	11	13	15	17
10 ^e degré (66).....	65	9	10	12	14	16
	62,5	8	9	11	13	15
9 ^e degré (62).....	60	7	8	10	12	14
8 ^e degré (58).....	57,5	6	7	9	11	13
	55	5	6	8	10	12
7 ^e degré (54).....	52,5	4	5	7	9	11
	50	3	4	6	8	10
6 ^e degré (50).....	47,5	2	3	5	7	9
	45	1	2	4	6	8
4 ^e degré (42).....	42,5		1	3	5	7
	40			2	4	6
3 ^e degré (38).....	37,5			1	3	5
	35				2	4
2 ^e degré (34).....	32,5				1	3
	30					2
1 ^{er} degré (30).....	27,5					1